

L'objectif d'inclusion sociale de la **stratégie UE 2020**¹ consiste à réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les pays de l'UE-27 entre 2008 et 2018, soit une baisse d'environ 1/6^e. Les personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (ou **AROPE**, cf. encadré fiche 20) sont soit des personnes à risque de pauvreté monétaire, soit des personnes en situation de privation matérielle sévère, soit des personnes vivant dans des ménages à faible intensité de travail. Cet objectif d'inclusion sociale a été transposé en objectifs nationaux par chaque État membre en 2010.

La France ambitionne une baisse du nombre de personnes dans cette situation de 1,9 million de personnes, l'Italie une réduction de 2,2 millions et l'Espagne de 1,4-1,5 million. Certains pays ont toutefois choisi de définir leur objectif d'inclusion sociale en utilisant d'autres indicateurs, comme l'Allemagne qui souhaite réduire de 320 000 le nombre de chômeurs de longue durée. Le Royaume-Uni ne se fixe pas d'objectif chiffré.

Hausse du nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

Entre 2008 et 2015, le nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale augmente de 1,7 million dans les pays de l'UE-27 (graphique 1). Cette hausse, conséquence de la crise économique, concerne surtout les pays de l'UE-15. Ceux-ci comptent 6,9 millions de personnes en plus dans cette situation, dont plus de 90 % sont concentrés dans quatre pays : l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Royaume-Uni. En France, au cours de la même période, le nombre de ces personnes diminue de 102 000. En part de la population, ce taux diminue et est en France l'un des plus faibles de l'UE-27 (graphique 2). Contrairement à l'UE-15, dans les nouveaux États membres (NM-12), le nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale diminue de 5,2 millions au cours de la même période. Le risque de pauvreté-exclusion augmente néanmoins dans quatre d'entre eux : Slovaquie, Estonie, Chypre et Malte. En évolution annuelle, à l'échelle des 27, les plus fortes hausses du nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ont eu lieu entre 2009 et 2012. La baisse est amorcée en 2013 et se poursuit les deux années suivantes avec, en 2015, la plus forte diminution observée depuis la crise.

Une évolution très contrastée des trois populations composant AROPE en Europe

La prise en compte de la privation matérielle et de la faible intensité de travail donne lieu à une plus forte hétérogénéité entre pays que celle observée pour la seule pauvreté monétaire. Les NM-12 ont en effet des taux de privation matérielle deux fois plus élevés en moyenne que les anciens États membres, alors que le taux global de risque de pauvreté y est proche de celui de l'UE-15.

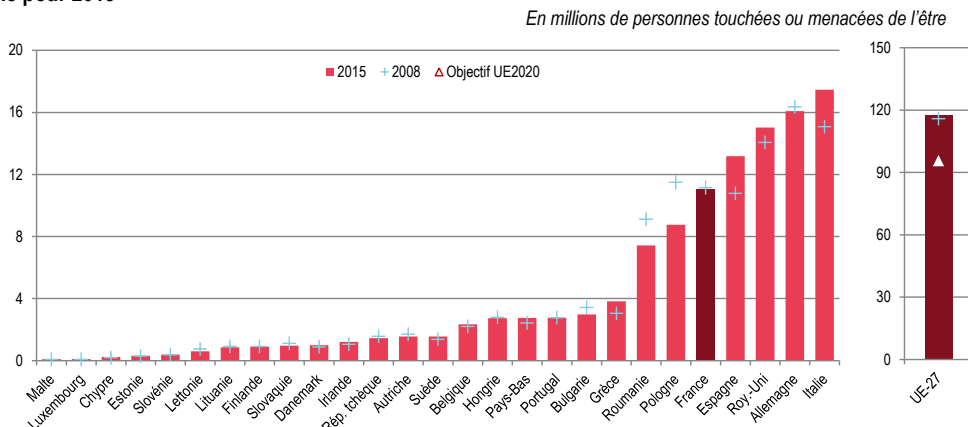
Entre 2008 et 2015, la **population en situation de privation matérielle sévère** augmente de 5,0 millions dans les pays de l'UE-15 (tableau 1), quasi exclusivement du fait des hausses très importantes intervenues dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce) et au Royaume-Uni (+6,2 millions). En revanche, la privation matérielle sévère est en baisse en France, en Allemagne, en Autriche et dans la majorité des pays du nord et de l'est de l'Europe. Elle baisse aussi significativement dans presque tous les NM-12 (-6,8 millions au total).

La **population vivant dans des ménages à faible intensité de travail** augmente fortement dans les pays de l'UE 15 (+5,2 millions par rapport à 2008) et ce, dans la quasi-totalité des pays, hormis l'Allemagne et la France. L'Espagne connaît la plus forte hausse à la fois en nombre (+3,1 millions) et en part (+8,8 points) de 2008 à 2015, soit les 2/3 de la hausse enregistrée dans l'ensemble de l'UE-27. Une baisse est là aussi observée dans les NM-12 (-0,6 million) du fait du recul de cette population dans seulement quatre de ces pays (Pologne, Hongrie, Roumanie et République tchèque).

Enfin, la **population vivant sous le seuil de pauvreté monétaire** augmente de 4,9 millions de personnes dans l'UE-27 et seuls six pays enregistrent une baisse. En part de la population, la hausse est de 0,7 point en moyenne dans l'UE-15 de 2008 à 2015, et de 1,1 point en moyenne dans les NM-12. Toutefois, la notion de pauvreté monétaire est relative et doit donc être interprétée en tenant compte de l'évolution du seuil de pauvreté, lequel dépend de l'évolution du niveau de vie médian (fiche 33). Ainsi, en Espagne par exemple, la hausse du risque de pauvreté combinée à la baisse du seuil de pauvreté témoigne d'une dégradation importante du niveau de vie de la population.

1. La stratégie Europe 2020, adoptée en 2010, vise à atteindre des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale dans les pays membres de l'UE et se décline en cinq grands objectifs en matière d'emploi, de recherche et développement, d'énergie, d'éducation et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

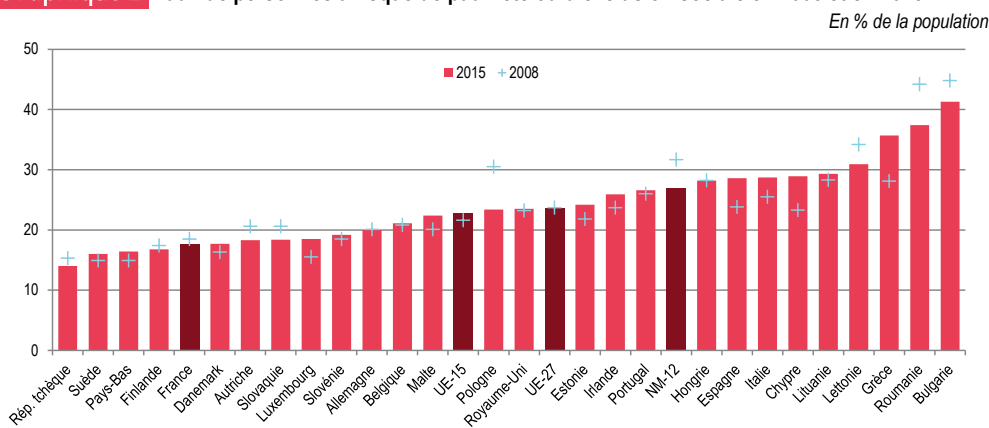
Graphique 1 Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2008 et en 2015 et cible européenne globale pour 2018



Note > L'objectif de la stratégie UE 2020 a été fixé en 2010 en millions de personnes concernées de manière globale pour l'UE alors que 27, sans déclinaison automatique par pays membre. La population de la Croatie, qui a adhéré à l'UE en 2013, n'est dès lors pas comptabilisée dans la population totale. La cible européenne est fixée pour 2018 car il s'agira de la dernière des années pour lesquelles les données seront disponibles à l'horizon 2020.

Source > Eurostat-EU-SILC (*Statistics on Income and Living Conditions* – enquête sur le revenu et les conditions de vie).

Graphique 2 Taux de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2008 et en 2015



Note > Les NM-12 sont les 12 nouveaux États membres ayant intégré l'UE en 2004 et en 2007.

Source > Eurostat-EU-SILC.

Tableau 1 Évolution du taux AROPE et de ses composantes entre 2008 et 2015

Taux 2015 en %, évolutions 2008-2015 en points de pourcentage

	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale		Taux de risque de pauvreté (monétaire)		Privation matérielle sévère		Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	
	2015	2008-2015	2015	2008-2015	2015	2008-2015	2015	2008-2015
Suède	16,0	1,1	14,5	2,3	0,7	-0,7	5,8	0,3
France	17,7	-0,8	13,6	1,1	4,5	-0,9	8,6	-0,2
Allemagne	20,0	-0,1	16,7	1,5	4,4	-1,1	9,8	-1,9
UE-15	22,9	1,3	17,0	0,7	6,5	1,1	11,3	1,8
UE-27	23,7	0,0	17,3	0,8	8,0	-0,5	10,6	1,4
Royaume-Uni	23,5	0,3	16,7	-2,0	6,1	1,6	11,9	1,5
NM12	27,0	-4,6	18,3	1,1	14,1	-6,4	7,8	-0,3
Espagne	28,6	4,8	22,1	2,3	6,4	2,8	15,4	8,8
Italie	28,7	3,2	19,9	1,0	11,5	4,0	11,7	1,3

Note > Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est, par construction, inférieur à la somme de ses trois composantes, certaines personnes pouvant être affectées simultanément par plusieurs dimensions de la pauvreté et de l'exclusion.

Source > Eurostat-EU-SILC.